# l'Humanité rouge

*Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !*

0,50 F | Adresse : B.P. 365 75064 Paris Cedex 02 C.C.P. 30 226 72 - La Source | QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LENINISTES DE FRANCE | Numéro spécial d'ESSAI Samedi 12 avril 1975


## *Devant le social-impérialisme,*

## *M. MITTERRAND,*

# LA SERVILITE NE PAIE PAS!

Pour la quatrième fois le voyage que François Mitterand devait effectuer en Union Soviétique pour s'entretenir avec la clique Brejnev a été annulé. Le camouflet n'a échappé à personne. Car c'est bien une claque que vient de recevoir le parti socialiste français. Seulement trois jours avant son arrivée à Moscou et alors que les visas avaient été accordés, Mitterand a été informé que les dirigeants soviétiques avaient mieux à faire : il parait qu'ils sont très occupés par la préparation du «plan quinquennal».

En prenant un tel prétexte «qui ne tient pas» les révisionnistes russes ont donc voulu donner un sens politique clair à l'annulation du voyage du premier secrétaire du PS.

La première leçon c'est que pour les révisionnistes russes Mitterand et les socialistes n'ont d'importance que si ils le veulent bien : dans leurs rapports il n'y a pas égalité, mais les uns tiennent la baguette et les autres doivent marcher droit. C'est également le sens de la campagne appelée «polémique» qu'a engagé depuis huit mois le P«C»F sur ordre de Moscou. Il ne s'agit pas de rompre «l'alliance» avec les socialistes», car ceux ci par leur opportunisme à l'égard des révisionnistes sont précieux pour les objectifs expansionnistes des nouveaux tsars, mais de les aiguilloner chaque fois qu'ils s'écartent du droit chemin.

Et de fait, ces derniers temps, le parti socialiste francais, ou tout au moins quelques une de ses dirigeants ont pris certaines positions sur la défense, nationale et l'Europe qui ne plaisent pas aux maitres du Kremlin. Sans aller jusqu'à parler d'un danger d'agression contre la France, des responsables socialistes se sont prononcés, par exemple, pour l'équipement en armes nucléaires tactiques d'unités françaises de défense nationale et c'est déjà trop pour Moscou.

Bien sûr les positions du gouvernement français sont encore «pires» pour les expansionnistes sociaux-impérialistes russes, mais les partis politiques aujourd'hui au pouvoir n'ont pas fondé leur tactique sur l'alliance avec les prétendus communistes du P«C»F, agents en France du social-impérialisme russe et par conséquent les pressions à leur égard ne sont pas rentables, mieux vaut tenter d'utiliser avec eux la séduction (qui d'ailleurs ne «paye» pas tellement pour Moscou, pour l'instant). Cela explique l'attitude contradictoire que toute personne honnête a du mal à comprendre : d'un côté on brime des «amis» (Mitterand) de l'autre on flatte la «droite» (Chirac).

Le parti socialiste a fondé toute sa tactique de défense du système capitaliste sur l'alliance avec les révisionnistes et il est prisonnier de cette tactique : les révisionnistes le savent voilà pourquoi l'alliance du PS avec le P«C»F derrière lequel il y a l'URSS c'est l'alliance du pot de terre avec le pot de fer.

Le Kremlin vient de le rappeler en annulant le voyage de Mitterand.

Voilà qui prouve une fois de plus que la servilité à l'égard d'une superpuissance ne paie pas, car les impérialistes utilisent les valets mais les méprisent.

Face au social-impérialisme russe arrogant et menacant il n'est qu'une voie : celle de la lutte résolue, sans compromis et jusqu'au bout.

Henri JOUR

# Giscard en Algérie

## UNE PAGE NOUVELLE

Une page nouvelle, c'est l'axe donné par les dirigeants algériens à la rencontre entre Houari Boumedienne et Valery Giscard d'Estaing à Alger.

A ce sujet, l'éditorial du 10 avril du quotidien algérien «El Moudjahid» déclare que «*Sans jamais renier ni oublier le passé, les algériens ont pour principe d'être tournés vers l'avenir, un avenir qu'ils veulent de justice, de paix et de prospérité*».

Un des points essentiel de cette rencontre est placé sous l'angle des rapports d'égalité entre le second monde et le tiers monde : «*L'évidence est que des relations d'amitié et de coopération ne peuvent s'établir et se développer qu'entre partenaires égaux, se respectant mutuellement. L'Algérie et la France le sont aujourd'hui*», écrit «El Moudjahid», qui poursuit :

«*C'est sans nul doute au plan des grandes questions mondiales que ces entretiens au plus haut niveau promettent les plus larges perspectives à la coopération algéro-française. Les points de convergences ne sont pas rares, qui peuvent être relevés dans ce domaine entre les positions des deux pays. Le souci d'indépendance vis-à-vis des blocs, la situation en Méditerranée, le dialogue arabo-afro-européen — pour ne citer que ces quelques têtes de chapitre — sont des sujets sur lesquels un langage sinon commun, du moins similaire peut être trouvé. De même, la nécessité de profondes transformations dans l'ordre économique international, mise particulièrement en lumière à l'occasion de la session spéciale de l'ONU l'an passé, est ressentie et soulignée à la fois à Alger et à Paris. Dans le respect des options propres à chacun des Etats, l'Algérie et la France ont la possibilité d'élaborer une démarche rapprochée qui ne peut que favoriser l'avance sur la scène internationale des grandes idées en ce qui concerne la solution des brûlants problèmes de l'heure. Un vaste faisceau d'actions concertées s'offre à la réflexion des deux chefs d'Etat*».

Pour que l'unité franco-algérienne se développe il est nécessaire de surmonter un certain nombre d'obstacles qui nuisent aux bonnes relations entre nos deux peuples et nos deux pays.

Des mesures concrètes, effectives doivent être prises par le gouvernement français pour porter un coup d'arrêt aux menées racistes de quelques nostalgiques du colonialisme qui a été balayé par les 7 ans de lutte de libération nationale du peuple algérien. La dignité et la sécurité des travailleurs algériens émigrés en France, victimes de plus d'un siècle d'oppression colonialiste, doivent être garanties.

## CAMBODGE

**Cinq années de luttes...**
**... Cinq années de victoires.**

## MEETING DE SOLIDARITE

**organisé par le CILA et le MNSPI**
**soutenu par l'Humanité rouge**

**14 AVRIL — MUTUALITÉ — SALLE A — 20h 30**

**Avec la participation de :**
**— Monsieur In Sokan, président du comité FUNK de France.**
**— L'ensemble artistique du comité FUNK de France**

# POURQUOI TANT D'EMPRESSEMENT ?

Depuis quelques jours, la presse soviétique ne cesse de féliciter le peuple yougoslave pour sa participation au combat anti-fasciste durant la seconde guerre mondiale. Pourquoi tant d'empressement ?

C'est que le 2 avril dernier, le président Tito en personne a dû remettre en place vigoureusement ceux qui orchestraient une grande campagne contre la Yougoslavie et notamment le général Yakoubovki, commandant en chef du pacte de Varsovie, qui a remis en cause la participation yougoslave à la lutte antifasciste dans une interview au «Rude Pravo» tchécoslovaque le 27 mars dernier.

Pourquoi ce revirement des révisionnistes soviétiques ? Reconnaissent-ils leurs torts tout d'un coup ? Certainement pas. Et ils montrent «le bout de l'oreille» en condamnant dans le même temps, la presse occidentale pour avoir évoquer la possibilité d'une intervention militaire soviétique en Yougoslavie. Y-a-t-il un tel danger d'intervention ? Sans aucun doute. Des réseaux sociaux-impérialistes ont été récemment demantelés en Yougoslavie.

Et les manœuvres de Moscou n'y cessent pas. Cependant, Brejnev et sa clique se trompent lourdement s'ils croient qu'il suffira de belles paroles sur la résistance yougoslave pour abuser la vigilance des peuples de ce pays.

Ci-dessous la mise au point du président Tito, faite au meeting des activistes politiques de la république socialiste de Macédoine tenue à Skoplje, suite aux déclarations de Yakoubovski :

*«Aujourd'hui que l'on célébre le 30ème anniversaire de la victoire sur le fascisme, la lutte de libération du peuple yougoslave au cours de laquelle 1,7 million de personnes sont mortes, a été une fois de plus minimisée.*

*»Il s'agit là d'une insulte à l'égard de nos sacrifices. Nous ne pouvons pas passer ce fait sous silence. Aujourd'hui, encore une fois, il y en a qui ne l'admettent pas. Certaines personnes responsables ont même écrit dans ce sens. Nous ne pouvons plus garder longtemps le silence. Nous devons parler pour ceux qui ont sacrifié leur vie et protester contre la pratique susmentionnée.*

*»Il est possible que certains ont besoin de s'engager dans une telle pratique pour des raisons politiques, mais nous ne reconnaissons pas ces raisons de même que nous ne reconnaissons à personne le droit d'avoir ce besoin.*

*»Il y a des gens qui essaient d'obscurcir la vérité, de la faire oublier, et à une occasion aussi importante que le 30ème anniversaire de la victoire sur le fascisme, d'affermir ce qui est faux. Jamais nous ne le permettrons et jamais nous ne pourrons le permettre.*

*»C'est vrai que l'Union Soviétique a consenti le plus grand des sacrifices dans la guerre et l'Europe n'aurait pu se libérer du fascisme sans l'armée soviétique. Tout cela est juste. Cependant, il faut savoir que nous avons donné, compte tenu de nos possibilités et de nos capacités, le maximum que nous pouvions donner. Nous sommes entrés en guerre dès le premier jour et nous avons appelé notre peuple, sans armes dans ses mains, à participer au combat».*

## MARS 75 au CAMBODGE

*Dans la phase désicive ouverte au Cambodge, la destruction des forces vives de l'ennemi joue un grand rôle. Le bilan de mars 75, est éloquent et explique la situation d'effondrement militaire des fantoches phnompenhois. En un mois, les Forces Armées Populaires de Libération Nationale ont :*

*– mis hors de combat 98 bataillons et 107 compagnies ;*

*– rasé 384 positions ;*

*– détruit 25 avions, 112 véhicules militaires, 42 batiments de guerre, 25 dépôts de munitions ;*

*– récupéré plus de 6 000 armes, 216 tonnes de munitions, 26 véhicules, 3 navires et un avion.*

## KHIEU SAMPHAN

## "Progresser vers la libération totale"

Dans un message aux FAPLN sur les fronts de Neak-Luong et du Mékong, le vice premier ministre du GRUNC, Khieu Samphan, souligne la portée de la victoire de Neak Luong dernière base stratégique, tombée aux mains des patriotes, et précise que :

«Depuis le premier janvier 1975, les forces armées populaires sur les fronts du Mékong (partie inférieure) et de la route numéro 1 ont lancé sans répit des attaques contre l'ennemi et accompli à 100 % leur tâche révolutionnaire. A l'heure actuelle et dans l'avenir, les FAPLNK sont et seront tout à fait maitres du Mékong, sur un parcours de près de 100 kms. C'est une très grande victoire.

»Il condamne les impérialistes américains qui continuent des manœuvres de «négociation» visant à prolonger leur guerre d'agression au moment où sept traitres phnompenhois ont abandonné le pays.

*«Notre peuple, nos combattants et cadres doivent poursuivre résolument le combat avec la plus haute vigilance révolutionnaire. Nous devons toujours défendre résolument le Mékong sans laisser l'ennemi l'utiliser. Nous devons encore attaquer Phnom Penh et les quelques chefs-lieux de province sous contrôle provisoire ennemi pour progresser vers la libération totale et définitive de notre patrie bien-aimée».*

## VIETNAM

## Une intense situation révolutionnaire

*Dans son éditorial du 7 avril, «Nhân Dân», organe central du Parti des Travailleurs du Vietnam fait le bilan des dernières semaines au Sud Vietnam.*

*«Les grandes victoires successives que les forces patriotiques sud-vietnamiennes ont remportées ces derniers trente jours sont sans précédent depuis trente ans de lutte contre l'invasion étrangère et constituent en même temps le splendide aboutissement de ces trente années. Avançant victorieusement, les forces armées de libération ont écrasé et vaincu l'ennemi partout.*

*»La cause directe de cet effondrement irrévocable des troupes fantoches est le complot américain de sabotage de l'accord de Paris sur le Vietnam, de prolongation de la guerre et d'opposition aux aspirations ardentes du peuple vietnamien à l'établissement de la paix, à la réalisation de la concorde nationale et au parachèvement de l'indépendance et de la démocratie.*

*»Les forces armées de libération et la population sud-vietnamienne connaissent un grand bond quant à la puissance. Une intense situation révolutionnaire semblable à l'insurrection générale d'aout 1945, fait son apparition dans le Sud Vietnam tout entier.*

*»La situation de l'impérialisme US comme de l'administration et de l'armée fantoche est irrémédiable. Plus l'impérialisme américain s'obstinera à intervenir dans les affaires intérieures du Vietnam, plus il essuiera de cuisantes défaites. Il ne lui reste qu'une seule issue : mettre fin à son engagement militaire et exécuter toutes les stipulations de l'accord de Paris sur le Vietnam».*

## *Dépêches*

Quelques faits de coopération entre pays du tiers monde : le Koweit a signé hier un nouvel accord de prêt avec la Tunisie pour financer des projets agricoles ; un protocole d'accord commercial a été signé pour 1975 entre la Mauritanie et la Guinée.

– Lors de la 6ème session ministérielle de l'Union des pays exportateurs de bananes, le ministre panamien évoquant les pressions exercées par les sociétés transnationales a indiqué *«nous ne saurons tolérer la perpétuation de cette exploitation ignominieuse, et historiquement désuète. Notre lutte n'est pas isolée, elle fait partie d'un vaste mouvement des pays du tiers monde pour l'établissement d'un nouvel ordre économique international».*

– Corée du Sud : depuis début avril, la lutte des étudiants et de la population contre la domination fasciste de la clique Pak Jung Hi s'intensifie. Des centaines d'étudiants ont manifesté aux cris de «garantie de la liberté à l'université», «relachez les étudiants arrêtés» et se sont affrontés à la police ; le 3 avril, 300 religieux se sont réunis à Séoul pour protester contre les violations de la liberté universitaire.

– Japon : le gouvernement japonais a exigé le 4 avril du gouvernement soviétique qu'il annule ses exercices de tir dans les eaux à l'est de la péninsule de Kamchatka. Moscou a en effet décrété cette zone, «zone dangereuse» ce qui gêne considérablement le travail des pêcheurs japonais.

# GUADELOUPE — déclaration de l'UGTG, UTA, UPG

## PREMIERES VICTOIRES DU MOUVEMENT DE RESISTANCE ET DE SOLIDARITE

Le jeudi 3 avril 1975, à 9heures 30, la commission paritaire s'est réunie à la préfecture, à Basse-Terre. Les capitalistes ont été contraints de satisfaire les principales revendications présentées par l'UGTG et l'UTA: Un accord a été réalisé. Il porte sur :

— 5 % d'augmentation sur tous les salaires à partir du 3 mars 1975.

— L'acceptation du principe de l'alignement du salaire agricole sur le salaire industriel dès la présente campagne sucrière.

- application de la loi du 27 décembre 1974, suppression du SMAG et de la semaine de 48 heures en agriculture.

- mise sur pied d'une commission technique paritaire, qui se réunira à partir de lundi 7 avril, à la sous-préfecture, pour étudier les modalités d'application de cet alignement des salaires.

De plus,le préfet nous a donné l'assurance que les CRS et «képis rouges» seront retirés des champs de canne et lieux de travail.

Dans l'aprés-midi, à 15heures 30, toujours à la préfecture, s'est tenue une nouvelle réunion où les revendications des planteurs et colons partiaires devaient être discutées. Qu'est-il sorti de cette rencontre ? Le préfet, les capitalistes usiniers et les conseillers généraux ont fait les propositions suivantes :

— Paiement dans l'immédiat de la subvention de 6,64 francs par tonne de canne fournie en 1974.

Le préfet a promis de faire une démarche auprès du trésorier payeur général pour que cet argent soit débloqué et rapidement versé aux planteurs.

— Paiement à chaque quatorzaine d'un acompte s'élevant à 80 % du prix de la canne. Si les capitalistes usiniers obtiennent que les banques leur fassent des prêts, ils promettent de payer totalement la canne à chaque quatorzaine.

— La commission interprofessionnelle est chargée d'étudier les modalités de répartition de l'aide accordée aux planteurs pour 1975 (7 F par tonne).

Camarades,

Le mouvement de résistance et de solidarité à remporté ses premières victoires!

— Nous avons obligé les capitalistes usiniers à négocier. Tout le monde reconnait aujourd'hui que les informations à propos de signature de soi-disant accords étaient des mensonges «fabriqués»parles capitalistes usiniers. Tout le monde reconnait qu'il y avait désaccord entre ouvriers et capitalistes usiniers, entre petits planteurs, colons partiaires et capitalistes usiniers, entre l'UGTG — UTA — UPG et le syndicat des capitalistes.

— L'accord sur les salaires constitue une importante victoire. L'application de la loi du 27 décembre 1974 entraîne la suppression de la semaine de 48 heures et du SMAG, non seulement dans le secteur canne, mais aussi dans la banane.

Cependant les capitalistes usiniers essaieront de nous priver des fruits de cette victoire par tous les moyens possibles :

— faire trainer en longueur la discussion sur les modalités d'application, de l'alignement des salaires agricoles sur les salaires industriels ;

— augmenter encore les tâches ;

— réprimer les délégués et les travailleurs les plus actifs pendant le mouvement de grève.

C'est pourquoi nous devons rester unis et prêts à faire face à toutes les manœuvres des capitalistes usiniers.

— Les petits planteurs et colons partiaires ont obligé les capitalistes usiniers à faire un «pas en arrière». Mais ce «pas en arrière» est une simple série de promesses. Nous devons rester unis et prêts à agir pour que ces promesses soient tenues.

Cependant le problème principal : établissement d'un prix minimum de la tonne de canne sur la base de son prix de revient, n'est pas résolu. Pour le résoudre, nous devons nous préparer à lutter longtemps encore.

Camarades ouvriers et paysans,

Ces victoires sont nos victoires ! Ce sont les victoires de notre grande union et de notre longue résistance !

Ce sont les victoires de la ligne syndicale de l'UGTG, l'UTA et l'UPG. Nous avons payé ces succès au prix de cinq années d'efforts au prix de notre sueur, de notre sang, au prix de mille privations et sacrifices de tous ordres. C'est une victoire sur la ligne bureaucratique de trahison et de capitulation de la de la CGTG et de la CFDT. C'est une victoire sur les éléments provocateurs de «Combat ouvrier». C'est une victoire sur le mensonge, la calomnie de la radio et de certains journaux au service des capitalistes.

Aujourd'hui nous voyons plus clair et plus loin ! Nous savons qui sont nos ennemis et qui sont nos amis. Nous savons quels sont les syndicats qui trahissent les intérêts des travailleurs et quelles sont les organisations qui luttent véritablement contre l'exploitation des capitalistes.

Aujourd'hui, nous savons que nous constituons une force réelle lorsque nous agissons ensemble ! L'Union et la Lutte, c'est la Force et la Victoire !

Aujourd'hui nous sommes debout ! Nous sommes des guadeloupéens fiers et dignes !

Ces victoires sont aussi les victoires d'un homme, Chérubin Céleste, d'un guadeloupéen, qui a décidé de sacrifier sa santé, sa vie même, pour que vive le peuple travailleur et pour que triomphe la justice.

Camarades, certes nous avons remporté une victoire.

Nous ne devons pas nous endormir et nous imaginer que tout est désormais tranquille !

Ce serait contraire à la réalité. Des difficultés surgissent déjà et des luttes nouvelles nous attendent. Les CRS et gendarmes étaient encore aujourd'hui dans les champs de canne malgré l'assurance donnée par le préfet avant-hier et hier.

Que partout les ouvriers et paysans se réunissent pour faire le bilan de leur lutte !

Préparons-nous aux nouvelles luttes !

Un pour tous, tous pour un !

Conseils syndicaux de l'UGTG, UTA, et UPG. Le 4 avril 1975.

## *Une victoire des paysans*

**Les aviculteurs de Chantegrain, qui sont passés au tribunal (voir H.R. du 11-3-75), ont gagné leur procès.**

**Dans une lutte de plusieurs années, menée avec le comité de lutte des aviculteurs de Rhône Alpes et les paysans-travailleurs, ils ont réussi à imposer la rémunération de leur travail face à la coopérative URCALI et au crédit agricole. Tout au long de la lutte ils se sont heurtés aux dirigeants de la FDSEA de l'Isère — dont le président Richard Didier, également président de l'URCALI qui se sont montrés clairement les ennemis des aviculteurs, en se situant du côté du credit agricole.**

**A cette occasion, un tract de l'H.R. de Grenoble a été distribué, expliquant la ligne, des marxistes-léninistes et affirmant son soutien à la lutte des petits et moyens paysans.**

**Correspondant Grenoble.**

## LUTTONS SANS RÉPIT CONTRE LA CINQUIÈME COLONNE DU SOCIAL-IMPÉRIALISME

Lille, le 8 avril 1975.

Lundi 7 avril avait lieu à Lille l'un des meetings communs de la gauche, les marxistes-léninistes de Lille ont profité de cette occasion pour dénoncer les préparatifs de guerre des deux superpuissances, et pour expliquer en quoi il est nécessaire de se préparer en prévision de cette guerre imminente.

Dans un tract intitulé «quand la guerre est imminente en Europe, qui prône la démission nationale ?», ils ont montré qu'en Europe, le danger principal est le social-impérialisme russe, dont le P«C»F est la cinquième colonne, et ont posé le problème de la défense nationale par l'union de la gauche.

Alors que les militants de l'Humanité rouge distribuaient ce tract devant la salle du meeting, ils ont été agressés par un groupe de nervis révisionnistes, jetant certains camarades à terre, en frappant d'autres, et arrachant un paquet de tracts.

Mais cette agression social-fasciste devait avorter piteusement devant la détermination de nos camarades, qui malgré toutes sortes d'intimidation, verbales et physiques, ont continué la diffusion.

Etre attaqué par l'ennemi est une bonne chose. A notre dénonciation politique, les sociaux fascistes n'ont pu opposer que des coups et des injures. Cette action n'a fait que nous renforcer dans notre conviction il faut absolument balayer le P«C»F cinquième colonne du social-impérialisme russe.

Post-scriptum. La veille, sur les lieux du meeting, le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) avait fait un bombage appelant à renforcer l'unité des pays et peuples européens en prévision d'une guerre inévitable, et dénonçant le P«C»F comme 5ème colonne du social-impérialisme russe.

Correspondant H.R.

# MENSONGES REVISIONNISTES

*Voici la lettre ouverte envoyée à la «V.O.» par la section syndicale CFDT de l'Alsthom Savoisienne à Saint Ouen :*

Au comité de rédaction de «La vie ouvrière»,

Suite à une information parue dans la Vie Ouvrière, N° 1596, du 2-4-1975 concernant l'Alsthom Savoisienne, nous nous permettons d'attirer votre attention sur l'inexactitude de cette nformation.

En effet, dans votre rubrique «Succès» vous écrivez :

«Alsthom Savoisienne : à la »suite de l'action syndicale, les »travailleurs de cette entreprise »du groupe C.G.E. des usines »Saint-Ouen et Aix-les-Bains, »voient leur augmentation de »3 % obtenue le 1er février, »passer à 4,5 %».

— Tout d'abord, sur l'appréciation que vous portez au sujet de cette augmentation. Nous tenons à vous signaler qu'il ne s'agit nullement d'un «succès». Les travailleurs de la Savoisienne pensent plutôt que le résultat est totalement négatif. La perte du pouvoir d'achat est encore plus aggravée que par le passé.

Comment peut-on considérer comme positif un tel résultat, (rien de plus jusqu'au 1er octobre), avec l'inflation actuelle. Est-ce à dire que vos indices du coût de la vie ont du retard, ou est-ce que la CGT Alsthom de Saint-Ouen trouve ce résultat positif ?

De plus, il s'agissait uniquement d'augmentations en pourcentage, malgré la demande de la quasi-totalité des syndicats, CFDT et CGT, pour une augmentation uniforme pour tous.

— En ce qui concerne l'action syndicale.

A l'Alsthom Savoisienne, filiale du groupe CGE, malgré l'accord des syndicats CFDT d'Aix-les-Bains et de Saint-Ouen et CGT d'Aix-les-Bains et de Frontenex sur les revendications suivantes :

- 200 F d'augmentation pour tous ;
- 1750 F salaire mini base 40 heures ;
- rattrapage des salaires Aix, Frontenex, par rapport à Paris ;
- 40 heures sans perte de salaire ;
- 13ème mois égal pour tous (égal au salaire moyen).

Le syndicat CGT de Saint Ouen a refusé de réaliser l'unité sur le plan des revendications et de l'action.

Encore plus, le syndicat CGT de Saint-Ouen n'a même pas daigné répondre aux propositions écrites de la CFDT.

La section syndicale CFDT de l'Etablissement de Saint-Ouen pour tenter d'engager l'action avant la négociation salariale avec la direction générale, a été contrainte d'appeler seule à l'action Deux débrayages ont eu lieu pour tenir des assemblées générales sur le temps de travail le 13 mars et le 18 mars.

Devant le refus de la direction de la CGT Saint-Ouen d'engager toute action, ce qui a désorienté de nombreux travailleurs, la CFDT à Saint-Ouen n'a pas pu aller plus loin.

Dans ces conditions à quelle action syndicale le journal de la CGT fait-il référence ?

Nous sommes très curieux de le savoir. Les travailleurs sont intéressés à connaitre d'où vient cette falsification complète des faits.

Voici l'information, les mises au point qu'il nous fallait faire.

Nous souhaitons que vous publiiez cette mise au point dans le prochain numéro de la Vie Ouvrière, pour que vos lecteurs soient informés de ces faits réels.

Autrement, nous serions obligé de constater que vous continuez, volontairement, cette falsification des faits.

Nous sommes à votre disposition pour vous fournir d'autres renseignements complémentaires si vous le désirez.

La section syndicale CFDT de l'Alsthom Savoisienne de Saint Ouen.

---

Les dirigeants de la CGT Alsthom, se sont distingués déjà à de multiples reprises par leur politique antisyndicale (exclusion de militants qui luttent à la fois sans répit contre l'exploitation capitaliste et contre la ligne ultra-réactionnaire du programme commun), leur soumission au social-impérialisme, leur politique de division de la classe ouvrière par le racisme, le corporatisme, la collaboration de classe.

Voyons quels sont leurs «arguments» de réponse.

CGT — SYNDICAT DES OUVRIERS ALSTHOM-SAVOISIENNE — FSM

COMMUNIQUÉ

CHIRAC (UDR) LAJOIE (UDR) PONIATOWSKI (RI) CHIRAC (RI) HORAFFOU (Réformateur) déchaînent au plan national une violente campagne anti C.G.T.

L'Humanité Rouge (Maoïste) la C.F.D.T (gauchiste en général, Maoïste en particulier puisque depuis un certain temps un des principaux responsables C.F.D.T de l'usine distribue tous les matins "l'Humanité Rouge") pourrissent et alimentent une violente campagne anti C.G.T.

Ferry - Destagnes - Le Guern mettent en place dans l'entreprise un plan d'atteintes aux libertés syndicales et organisent une certaine répression.

Cette campagne Anti C.G.T. du pouvoir et des groupes soi-disant révolutionnaires, ces attaques flagrantes aux libertés syndicales de la part de la Direction, demandent vigilance accrue et réaction vigoureuse des syndiqués C.G.T. et des travailleurs.

Pour faire échec à toutes ces attaques, le Comité Exécutif de notre syndicat se réunit ce soir MERCREDI et débattra d'un plan d'action. Les syndiqués C.G.T. et les travailleurs en seront informés en temps voulu

Saint-Ouen le 9 Avril 1975

En somme l'amalgame pour semer la confusion, ils n'en sont pas à leur première expérience (voir entre autre l'H.R. No 215-216).

Mais qui est subventionné par le gouvernement, les révisionnistes ou les marxistes-léninistes ? Il est de notoriété publique qu'il s'agit du P«C»F, puisque l'Humanité blanche reçoit officiellement du gouvernement 120 millions !

Il faut appeler les choses par leur nom, appeler un chat un chat, et nous disons que ce sont les révisionnistes qui dirigent le P«C»F qui sont les pires ennemis de la classe ouvrière, qu'ils sont soumis à la superpuissance la plus agressive qui a des visées expansionnistes sur l'Europe et qui veulent dominer le monde.

Pour que les choses soient claires, nous ne sommes pas anti-cégétistes mais anti-révisionniste, et c'est notre tâche de montrer aux yeux des larges masses que ce sont les révisionnistes qui trahissent la classe ouvrière, et il nous faut intensifier la lutte antirévisionniste dans les syndicats et à l'extérieur.

Les syndiqués CGT de l'Alsthom, ont pu voir à de nombreuses reprises les falsifications et mensonges de la clique révisionniste, certains ont pris conscience sur des points particuliers que la CGT de Séguy n'a plus rien à voir avec celle de Sémard, J.P. Timbaud... qu'elle ne défend pas les travailleurs mais au contraire s'oppose à eux. Mais il faut voir plus loin, c'est-à-dire qu'il est indispensable pour que la classe ouvrière puisse s'émanciper qu'elle balaie le révisionnisme, obstacle principal à la préparation à la guerre donc à l'indépendance nationale, et toujours l'obstacle principal à la révolution prolétarienne.

---

# LA DUPERIE DES 90%

En novembre 1974, je me suis trouvée licenciée d'une société de fruits et légumes du MIN de Rungis (marché d'inrérêt national) avec la quasitotalité des employés pour «raison économique». (25 personnes environ).

Licenciée, avec en tout et pour tout un certificat de travail !

Il nous a fallu attendre pratiquement 2 mois avant de percevoir nos soldes (paie, congés payés, préavis...), ceci malgré les contacts avec l'inspection du travail du MIN incapable d'obtenir une certitude de paiement de la part de la direction.

Je me suis inscrite à l'agence pour l'emploi où l'attente et la patience sont de rigueur (dossiers à remplir, discussion avec un prospecteur-placier, bien obligé de reconnaitre que le nombre de «chômeurs» est trop élevé pour satisfaire toutes les demandes !)

Les allocations versées au travailleur privé d'emploi émanent de plusieurs organismes, et les mandats perçus sont irréguliers et ne sont pas très «conséquents» (le premier versement n'est alloué au minimum que 50 jours après l'inscription, les autres se succèdent normalement toutes les quatorzaines).

Je gagnais 1 600 F net par mois, et n'ai reçu à ce jour qu'une moyenne de 800 F/mois le complément, si complément il y a, c'est une question de patience, vous répond-on !

Les renseignements par téléphone ne sont pas acceptés à l'Assedic, et il «est inutile de formuler toute réclamation» par courrier.

Il s'avère donc qu'il n'y a pas de moyen réel de vérifier l'application de la loi des 90 %.

La loi des 90 %, à laquelle la CGT a applaudi, est, nous le constatons, une belle tromperie pour «tranquiliser» les travailleurs licenciés, qui, devant des situations aussi difficiles ne peuvent tenir le coup et se trouvent en moins de 3 mois dans l'obligation de prendre le premier travail venu (salaire inférieur, conditions de travail différentes...).

Séguy avait déclaré qu'il «se réjouissait de cet accord» !

Les travailleurs au chômage peuvent «apprécier» !!!

Démasquer et lutter contre la politique ultra-réactionnaire de la clique révisionniste qui dirige la CGT, est une condition indispensable pour élever le niveau de conscience des travailleurs, organiser la lutte et mener les travailleurs à la victoire.

Correspondant H.R.

Directrice de publication : Suzanne MARTY C.P.P.P. : N° 47291 Imp. La Nouvelle : N° 756 75 75 75 Dépôt légal : 2ème trimestre 1975